



Parti vert libéral suisse

Communiqué de presse

Sujet	Politique agricole 2014-2017
Renseignements	Kathrin Bertschy, Conseillère nationale, Tél. +41 78 667 68 85
Expéditeur	Parti vert libéral suisse, Boîte postale 367, 3000 Berne 7 Tél. +41 31 322 60 57, E-mail suisse@vertliberaux.ch , www.vertliberaux.ch
Date	8 mars 2013

Le lobby agricole est hors de contrôle

C'est avec résignation que les Vert libéraux constatent que, dans le domaine de l'agriculture, le Palais fédéral fait fi de tous les principes économiques et ne tient pas compte d'une gestion durable des deniers publics. Grâce au généreux soutien d'une majorité des libéraux-radicaux, un budget supplémentaire de 310 millions de francs pour la politique agricole 2014-2017 a été décidé. Celui-ci ne correspond ni aux fondements économiques, ni aux principes écologiques de la réforme agricole. Concrètement, le Conseil national vient de se prononcer en faveur d'une «rente pour les bouchers» et d'une augmentation des aides aux investissements. Ces mesures sont contre-productives et à l'origine de la surproduction que la Suisse a connue au cours des dernières années. Enfin, la majorité du Conseil national s'est également prononcée en faveur du versement de paiements directs pour des terrains de golf ou des parcelles à bâtir et en faveur de la suppression de la limite supérieure de salaire pour les paiements directs.

A l'avenir, les grandes boucheries toucheront de nouveau des contingents à l'importation à hauteur de 37 millions de francs par an ; cette diminution des recettes touchera la Confédération, qui devra économiser cette somme dans un autre domaine. Sur le plan de la politique économique, il est incompréhensible que le Conseil national veuille suivre le Conseil des Etats en liant l'attribution des contingents douaniers aux prestations fournies en faveur de la production suisse. On a également du mal à comprendre pourquoi la majorité du PLR s'engage désormais en faveur d'une «rente pour les bouchers», dans la mesure où celle-ci contredit tous les fondements d'une politique libérale.

A l'opposé du Conseil des Etats, le Conseil national continue à se prononcer pour une augmentation des crédits d'investissements à hauteur de 40 millions de francs par an. Cette augmentation n'est pas légitime et ses effets sont contre-productifs. Dans le passé, les aides à l'investissement ont conduit à des surcapacités dans différents domaines, comme celui des places d'étable. Ces surcapacités ont notamment provoqué la surproduction de lait après la levée des contingents laitiers. Ainsi, la nouvelle orientation de la politique agricole n'a pas besoin de moyens financiers supplémentaires, mais au contraire d'une réduction de ces moyens afin d'atteindre l'objectif d'une agriculture compétitive et durable.

Enfin, la majorité du Conseil national s'est prononcée en faveur du versement de paiements directs pour des terrains de golf et des parcelles à bâtir et en faveur de la suppression de la limite supérieure de salaire pour les paiements directs, ce qui profitera uniquement aux agriculteurs les plus riches. Ces sommes «offertes» manqueront lors de la compensation des prestations économiques réellement réalisées. Le lobby agricole met en jeu sa crédibilité en soutenant de telles mesures